

L'HUMAIN D'ABORD !



Novembre - décembre 2012

Journal du secteur entreprises du PCF 63

ET MAINTENANT LE CHANGEMENT !

Après 10 ans de droite, 10 ans d'attaques contre les droits sociaux, 10 ans d'offensive patronale contre le monde du travail, il est temps que cela change. François Hollande a été élu sur cette promesse de changement. Il faut maintenant mettre en œuvre ce changement.

Il faut prendre maintenant des mesures fortes en faveur du monde du travail : interdire les licenciements boursiers, réduire le coût du capital, sécuriser l'emploi et la formation, augmenter le SMIC et les pensions, revenir sur la rupture conventionnelle du contrat de travail (1ère cause de rupture du contrat de travail qui permet des licenciements déguisés), amnistier les syndicalistes. . .

Les salariées, les chômeurs, les précaires ont, en majorité, voté pour François Hollande. Ce sont à eux que le gouvernement doit rendre compte. Ce sont leurs revendications qu'il doit écouter.

On voit que le vote du 6 mai n'est pas suffisant et qu'il va falloir aller chercher le changement. Il va falloir montrer au gouvernement qu'il doit répondre aux revendications des salariées plutôt qu'à celles du Medef.

La gauche ne réussira que si elle refuse le diktat des banques et des marchés financiers. Elle ne réussira que si elle choisit une autre voie que celle de l'austérité et si elle accepte de partager les richesses en faveur des salarié-e-s.



Cyril CINEUX
Secrétaire départemental
du PCF63

*Alors, avec le PCF et le Front de Gauche,
exigeons le changement !!*



L' AUSTERITE N'EST PAS LA SOLUTION : C'EST LE PROBLEME !

D'où vient la crise ?

Durant l'été 2007 éclate la crise des « subprimes » : des millions d'américains, faute de revenus suffisants, ont été poussés à s'endetter pour racheter leurs biens immobiliers. La spéculation sans limite des banques et assurances sur ces crédits immobiliers (les fameuses « subprimes ») provoque l'effondrement de diverses grandes banques dans le monde. **Les banques centrales et les Etats injectent alors des milliards pour les sauver, mais sans imposer de contreparties.** Les États s'endettent alors pour sauver le secteur bancaire privé.

Les pertes des banques sont transférées sur les Etats qui doivent maintenant, pour « rassurer » les marchés financiers (sauvés par l'argent public) rembourser ces dettes.

Le gouvernement entend donc baisser la dépense publique et ainsi imposer une cure d'austérité au pays. **On veut faire payer la crise aux salarié-e-s !**

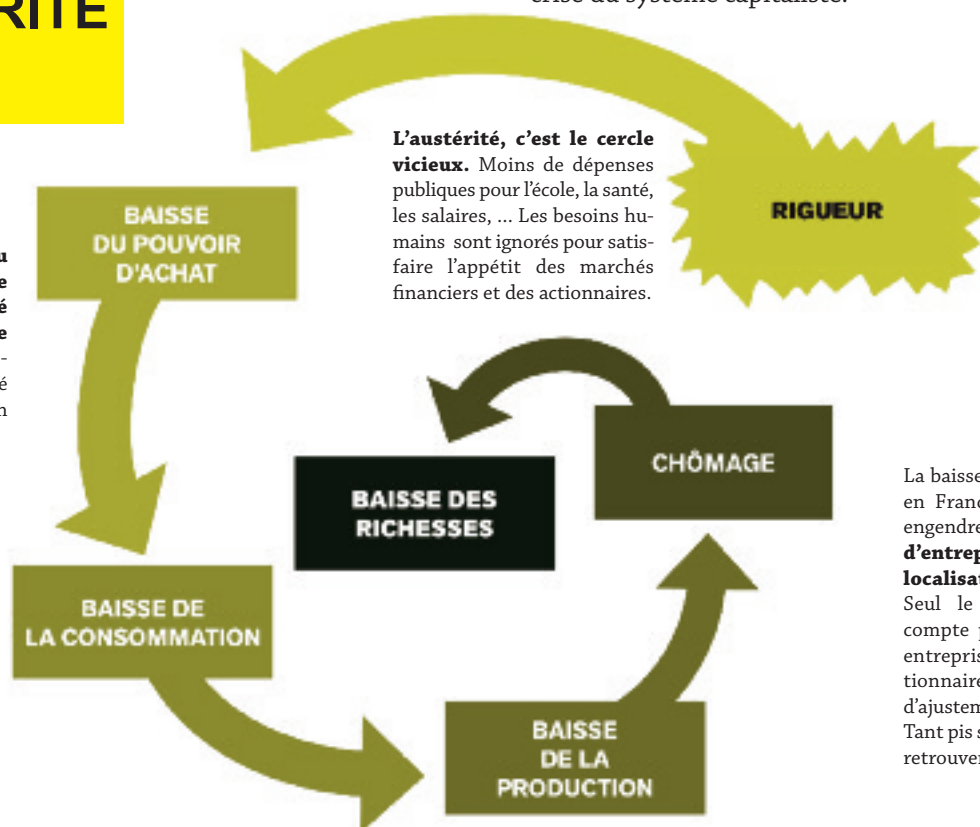
Des causes plus profondes, une crise du système :

C'est **la course effrénée au profit**, indifférente aux hommes et à la nature qui est la cause principale de cette crise et c'est une cause inhérente au système. **Depuis 30 ans, la part des salaires dans la redistribution des richesses n'a cessé de baisser au bénéfice des revenus du capital** (intérêts, dividendes, ...) conduisant à une explosion de l'endettement privé. Depuis 1974, l'Etat a l'obligation d'aller chercher des financements auprès des banques et des marchés financiers. Il lui est interdit d'emprunter à la Banque Centrale (française ou européenne).

Dans le même temps, l'Etat s'est endetté en réduisant considérablement ses recettes, en allégeant ou supprimant les impôts des plus riches, en multipliant les cadeaux fiscaux. **Les richesses produites sont captées par une minorité qui s'enrichit toujours plus au détriment de l'immense majorité de la population.** C'est une crise globale qui est en cours, une crise du système capitaliste.

**AUSTERITE
= CRISE**

La compression du pouvoir d'achat de l'immense majorité des salarié-e-s et de leur famille influe directement sur l'activité économique réelle, en panne.



La baisse de la production en France et en Europe, engendre des **fermetures d'entreprises et des délocalisations en masse**. Seul le taux de profit compte pour les grandes entreprises. Pour les actionnaires la variable d'ajustement c'est l'emploi. Tant pis si les salarié-e-s se retrouvent à la rue.

Il faut partager les richesses pour sortir de la crise !

Les solutions proposées jusqu'à présent pour sortir le pays et l'Europe de la crise économique n'ont pas réussi à faire leurs preuves. Pire, **la réduction de la dépense publique et l'austérité infligées aux peuples européens n'ont fait qu'aggraver une situation déjà dramatique.** Cette politique de restriction n'a fait qu'avantager les marchés financiers et les actionnaires qui ont continué à s'enrichir sur le dos des salariés.

Pour sortir de la crise, il est urgent de sortir des logiques d'austérité en PARTAGEANT LES RICHESSES produites par les salarié-e-s.

NOUS PROPOSONS QUE LA FRANCE ET L'EUROPE SE REDONNENT DES OUTILS POUR MAÎTRISER L'ARGENT :

► **En créant un pôle public bancaire et financier :** afin d'avoir une maîtrise publique de l'argent. Nous voulons mettre en place une politique de relance basée sur une autre utilisation du crédit en favorisant l'emploi, les salaires, la formation et le développement social et écologique. La constitution d'un pôle public financier doit se faire en lien étroit avec une profonde réforme de la Banque centrale européenne (BCE)

► **En refondant les actions et les critères de la BCE :** Elle devrait pouvoir prêter directement aux Etats et racheter les dettes publiques en réorientant sa politique en faveur des banques qui prêtent aux entreprises pour créer de l'emploi et investir dans la formation, la recherche et le développement.



SMIC
1118 EUROS
PAR MOIS
SOIT
8 EUROS
PAR HEURE

SALAIRE MOYEN
1675 EUROS
PAR MOIS
SOIT
12 EUROS
PAR HEURE

PDG DU CAC 40
347000 EUROS
PAR MOIS
SOIT
2478 EUROS
PAR HEURE

EN LIEU ET PLACE DE LA RÉCESSION, NOUS PROPOSONS LA RELANCE DE L'ÉCONOMIE :

► **En augmentant les salaires :**

L'argent existe pour augmenter les salaires, les retraites et **porter le SMIC à 1700€ brut.** Cela permettrait de relancer la consommation, de réduire les écarts entre les bas et les hauts revenus pour réduire les inégalités qui ne font aujourd'hui que s'accroître sous l'effet de l'austérité.

► **En investissant dans les services publics :**

pour répondre aux besoins urgents des populations et en mettant un terme définitif à la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques).





L'ECHO DES BOITES

ACC : un savoir-faire et des compétences à préserver et à développer !

En 2012, après une rénovation réussie des rames de la ligne 1, la RATP charge les ACC IM de la rénovation de la ligne B. Un cahier des charges sous évalué se traduit par une perte importante sur chaque voiture livrée.

Vendredi 19 octobre, le ministre du redressement productif, venu visiter l'entreprise a fait deux annonces importantes : d'une part, la SNCF va confier aux ACC le chantier de réparation et de rénovation des voitures voyageurs. D'autre part, il annonce qu'un accord avec la RATP est intervenu (14,6M€ pour 58 rames, ce qui représente environ 250 000 € par rame) et permet d'envisager l'avenir immédiat.

Pour autant, rien n'est réglé car l'avenir passe par un site adapté aux nouvelles contraintes du marché de la rénovation ferroviaire.

Les élus communistes et du Front de Gauche sont intervenus à de nombreuses reprises et continueront à se battre aux côtés des salarié-e-s pour assurer la pérennité des emplois, des savoir-faire et de l'entreprise.



Quelles solutions pour les PME PMI ?

Le MEDEF prétend défendre les TPE-PME. C'est une arnaque puisque ce sont les entreprises du CAC 40, donneuses d'ordre, qui font la loi sur les PME. Les grands groupes sont proportionnellement moins imposés que les PME. **Total, avec ses 10 milliards de bénéfices a versé 0 € au titre de l'impôt sur les sociétés alors que les entreprises de moins de 9 salariés sont taxées à hauteur de 30%. Avec une fiscalité plus juste, taxant plus fortement le capital et un pôle public financier qui prêterait de l'argent aux PME pour leur développement à des taux modulés en fonction de la création d'emplois, les PME/PMI auraient les moyens de se développer et d'augmenter les salaires.**

La lutte des classes n'existe pas ?

« C'est une guerre de classes, et c'est ma classe qui est en train de gagner. »

Warren BUFFET, 2° fortune mondiale

Régional : Les salariés ne veulent pas être sacrifiés sur l'autel de la rentabilité.

Depuis l'annonce dans la presse économique d'une restructuration des filiales aériennes d'Air France (Régional, BRI-TAIR, Air linair), les salarié-e-s de ces compagnies vivent dans l'incertitude la plus totale et ce n'est pas les atermoiements des différentes directions sur la constitution du Pôle Régional Français, nom provisoire donné à la futur entité, qui amènent de la clarté aux débats.

Avant même que ce "pôle" ne soit constitué, les deux objectifs pour la direction d'Air France étaient : réductions des coûts et augmentation de la productivité. C'est donc par une demande de protocole d'accord sur la re-négociation des accords collectifs qu'a commencé l'offensive patronale.

Rejet en bloc de la part de tous les syndicats de Régional unis, contre toutes mesures visant à revenir sur les avantages acquis !

Refus également pour les élus du Comité d'Entreprise de donner le moindre avis sur le projet "PRF", dont la direction n'a même pas pu présenter ni le business plan, ni la constitution juridique....

Les salariés de Régional ne peuvent pas être la variable d'ajustement d'Air France.



L'ECHO DES BOITES

AIA : La lutte paye !

En 2009, le gouvernement SARKOZY avait décrété l'arrêt de l'embauche d'ouvriers de l'Etat au ministère de la défense. Depuis cette date, les mauvais coups portés n'ont cessé de pleuvoir sur les salariés de ce ministère : RGPP, blocage des salaires, sous-traitances et externalisations, remise en cause des statuts, réorganisations, fermeture de site, suppressions de 54 000 emplois et ce, alors que le budget de la défense n'était pas en diminution. Cette situation est principalement due aux orientations politiques de la droite qui privilégiait une armée projetable à la solde de l'OTAN, plutôt qu'une armée consacrée à la défense du territoire et au service des citoyens.

Malheureusement, ces orientations ont été, en intégralité, reprise par l'actuel gouvernement. Dans la dernière période, de jeunes salarié-e-s en contrats précaires ont été embauchés dans les différents AIA (Atelier Industriel de l'Aéronautique). Depuis des mois, ils se battent avec leurs syndicats pour gagner leur intégration au statut d'ouvrier de l'Etat. Actuellement ce sont environ 200 jeunes qui sont concernés.

La lutte a payé puisque le 23 octobre, la direction de l'entreprise acceptait de transformer leur CDD en CDI. C'est une première victoire qui en appelle d'autres pour l'intégration au statut de tous les précaires et sous traitants de l'établissement.

JE LUTTE DES CLASSES

Ne nous trompons pas d'adversaire.

Ce ne sont pas les immigrés qui délocalisent, qui n'augmentent pas les salaires, qui licencient. Ce sont les marchés financiers, les banques, le Medef.

NE NOUS LAISSONS PAS DIVISER FACE AU PATRONAT.

Auversun

AUVERSUN était le premier fabricant et assembleur en Europe à proposer une gamme de panneaux photovoltaïques 100 % recyclables. Cette société Clermontoise, créée en 2008, employait jusqu'à 80 salarié-e-s au plus fort de son activité et réalisait un chiffre d'affaire de + de 20 millions d'€ annuel en 2010 et 2011.

Comment une entreprise leader sur ce secteur d'activité s'est-elle retrouvée en redressement judiciaire en août dernier alors que son carnet de commande était plein pour l'année 2012 ? Trop de zones d'ombre planent sur cette histoire dont le dénouement tragique laisse plus de cinquante salarié-e-s sur le carreau.

Est-ce une problématique commerciale qui a conduit à cette situation ? Quelles stratégies ont adopté ces dirigeants quand on sait que les comptes de l'entreprise laissent entrevoir de troublants investissements, tel qu'une progression d'« honoraires » passant de 75 000 € à 598 000 € en un an et alors que les brevets développés par l'entreprise ne lui appartiennent même pas ?

Mais où sont passées toutes ces richesses ? D'importantes subventions ont été injectées dans cette société par les collectivités locales et l'Etat. Trop souvent, les salarié-e-s n'ont pas d'information concernant l'affectation de cet argent tout comme les élus n'ont pas suffisamment les moyens de contrôler que l'argent soit utilisé pour l'emploi ou l'innovation.

Là aussi, cela doit changer. Exigeons une commission de contrôle d'attribution et de suivi des fonds publics.

LES ÉLUS ET MILITANTS COMMUNISTES SONT A VOTRE DISPOSITION

Pour prendre contact avec nous : 04 73 24 14 17 et secteurentreprises.pcf63@orange.fr

COUT DU TRAVAIL, COMPETITIVITE :

De nouveaux coups pour les salariés.

Le Medef n'a pas attendu longtemps pour repartir à l'offensive contre le droit du travail. Il réclame un « choc de compétitivité » qui signifierait un nouveau mauvais coup pour les salariés. **Le Medef voudrait transférer 30 milliards de cotisations sociales patronales** (ce que les patrons appellent des « charges » et qui servent pourtant à financer notre protection sociale) **sur la CSG** et faire prendre en charge ainsi les profits des entreprises par toute la société, avec tous les effets négatifs que cela induirait sur la consommation, la demande intérieure et la croissance économique.

On nous dit qu'il faut le faire pour affronter la concurrence. Mais cette baisse des cotisations, le patronat la demande pour toutes les entreprises, tous les secteurs, même ceux qui ne sont pas exportateurs et qui ne sont donc pas en concurrence avec des entreprises étrangères. La concurrence est un prétexte, **l'enjeu, en réalité, c'est moins pour le travail et plus pour le capital.**

Baisser les charges financières

Il faudrait constamment baisser les salaires. Pourquoi cette obsession du « moins cher » ne viserait-elle que le travail ? **Pourquoi pas plutôt le capital.** La part des dividendes qui représentaient 5 % de la valeur ajoutée des entreprises en 1985 en représentent aujourd'hui 25 %.

Ce ne sont pas les «charges sociales» qui pèsent sur la compétitivité des entreprises françaises, mais les charges financières. Pour l'année 2010, les sociétés non financières (autres que banques et assurances) ont dépensé 145 milliards d'euros en cotisations sociales patronales et **308,8 milliards d'euros en intérêt et en dividendes.**

Les cotisations sociales

ne sont ni des «charges» ni des «taxes» sur le travail. **C'est un salaire socialisé**, collectif, versé dans un pot commun qui permet grâce à un partage solidaire des richesses du moment, de subvenir aux besoins des travailleurs qui sont hors emploi. **Demander une baisse de cotisations sociales, c'est demander une baisse des salaires.**



Sur le travail, les salaires exigeons le changement maintenant !

☐ Je m'engage, au sein du Front de Gauche
Je rejoins le Parti Communiste Français

Il est aussi possible d'adhérer directement sur notre site : www.63.pcf.fr

Nom : Prénom :
Tel : Portable :
Adresse :
Mail :

Merci de retourner ce coupon à l'adresse suivante ou de le remettre à un militant communiste :
Fédération PCF du Puy de Dôme / 34 rue des clos - BP14 / 63018 Clermont-Ferrand cedex 2

